

Résumé

La transformation structurelle profonde est indispensable au développement de la capacité d'un pays à générer une croissance plus rapide et plus inclusive, qui permet de faire face à des enjeux d'ordre social comme le chômage et la pauvreté. Une transformation structurelle impulsée par l'exportation revêt un très grand intérêt pour le cas du Maroc, qui a déployé des stratégies commerciales et des politiques de promotion des exportations, mais n'a pas encore tiré pleinement parti de ses stratégies de croissance fondées sur les exportations. Les progrès enregistrés restent insuffisants pour permettre au Royaume d'obtenir tous les avantages tirés par d'autres pays qui ont intégré la production à plus forte valeur dans leurs économies (exemple de la Malaisie). Les résultats respectables du Maroc en matière de croissance traduisent généralement des taux élevés des investissements, plutôt que des gains importants de productivité. L'expérience des régions émergentes à croissance rapide ailleurs dans le monde porte à croire que la diversification et la sophistication du tissu productif en vue de parvenir à un mode de production à plus forte valeur ajoutée, sont des éléments essentiels à la réalisation des gains de productivité et d'une croissance économique plus forte et durable. Ces deux facteurs peuvent contribuer notablement à aplanir certaines des principales difficultés liées à l'inclusion et à la création d'emplois au Maroc.

Plus généralement, le lien entre la structure des exportations et le développement économique peut être étudié à travers deux indicateurs : la diversification et la sophistication des exportations. Concernant le premier, plusieurs canaux permettent d'expliquer en quoi une plus grande diversification des exportations permet d'accroître les possibilités de croissance ; ils concernent par exemple la réduction de la dépendance à certains produits dont les prix et les volumes sont volatiles et peuvent engendrer une détérioration des termes de l'échange. Une plus grande diversification permet aussi de créer des effets multiplicateurs ou des effets de diffusion (effets spillovers) ainsi qu'une hausse de la productivité (Melitz, 2003). En conséquence, une hausse de la diversification favorise la croissance économique dans le long terme via ces gains de productivité.

Cependant, la diversification de l'appareil productif est très souvent mesurée par la diversification des exportations, en raison du lien étroit entre ces deux concepts et en raison d'une plus grande disponibilité des données au niveau international. Dans ce contexte, plusieurs auteurs considèrent que la diversification des exportations doit procéder parallèlement avec le développement économique. Par exemple, tout comme les êtres humains qui ont colonisé de nouvelles terres pour alléger la pression de la concurrence sur "les pâturages existants", les entrepreneurs recherchent toujours les "nouveaux pâturages" et augmentent leur production tout en ouvrant de nouvelles lignes d'exportations dans le but d'exporter leurs produits à des marges extensives. En effet, l'ouverture de nouvelles lignes d'exportations devient plus facile au fur et à mesure que le capital s'accumule (Imbs et Wacziarg, 2003). Les mesures utilisées dans la plupart des travaux ont été inspirées de la littérature sur les inégalités et la concentration des revenus. Ainsi, les indices de concentration des exportations permettent de mesurer l'inégalité entre les différentes parts des exportations pour chaque destination. Ces parts peuvent être définies selon plusieurs niveaux d'agrégation.

D'un point de vue empirique, les travaux d'Imbs et Wacziarg (2003) ont montré qu'il existe une relation quadratique entre la diversification des exportations et le développement économique. Ainsi, une hausse de la diversification des exportations est positivement corrélée au PIB par habitant jusqu'à un certain seuil de développement. Les travaux plus récents confirment généralement cette relation en U-inversé entre diversification et création de richesse (Hesse, 2009 ; Cadot et al. 2011). Ainsi, d'après ces études, il faut atteindre un stade de développement assez avancé avant de voir la relation positive entre diversification et richesse se retourner. Il semble donc que le Maroc soit encore loin d'avoir un niveau suffisant de diversification pour atteindre le maximum de croissance correspondant à ce niveau.

A ce titre, la bonne nouvelle est que le Maroc ne souffre pas d'une pénurie de capacités productives qui pourraient être redéployées pour de nouvelles activités. Il devrait y avoir un ensemble de nouvelles activités économiques qui ne nécessitent qu'un minimum de changements dans le domaine des capacités productives

existantes, et qu'un ensemble modeste de nouvelles capacités, de sorte que le pays ne devrait pas être trop pénalisé par les dysfonctionnements du marché qui ne peuvent être maîtrisés qu'avec une coordination importante. Mais, même pour une politique industrielle stratégique de ce genre, il est utile de déterminer quels sont les secteurs qui offrent les meilleurs rapports en termes de proximité, de sophistication et de valeur stratégique afin d'identifier les investissements prioritaires dans les biens publics concernant des secteurs particuliers. Lorsque les capacités de production sont spécifiques pour un produit particulier, comme le montrent et l'affirment Hausmann et Klinger (2006 ; 2007), il faut penser en termes d'activités et de secteurs particuliers. Même lorsque l'on considère ce que l'on qualifie habituellement de biens publics non spécifiques, qui englobent plusieurs domaines tels que la sécurité publique ou l'infrastructure, ils ont une incidence sur des secteurs ou sur des activités spécifiques. L'augmentation des capacités routières ou des capacités portuaires a des conséquences sur des secteurs particuliers. Les investissements dans la sécurité des zones urbaines plutôt que dans la sécurité des régions rurales ont des conséquences sur des secteurs spécifiques. Les gouvernements ne « misent pas sur des secteurs d'avenir » lorsqu'ils prennent ces décisions : ils sont plutôt « condamnés à choisir » (Hausmann et Rodrik 2006). Et lorsqu'on est condamné à faire un choix, mieux vaut le faire en toute connaissance de cause. De plus, une des fonctions essentielles du secteur public est de dialoguer avec le secteur privé pour déterminer quelles sont les mesures du secteur public qui, par action ou par omission, affectent négativement les activités privées. Mais le secteur privé est vaste, et le temps des agents de l'État est limité. L'analyse effectuée au niveau de cette recherche peut donc être utilisée pour orienter ce processus d'apprentissage et déterminer quels sont les acteurs privés auxquels il faut s'adresser en tout premier lieu.

Afin d'atteindre ces objectifs développementaux, le présent projet de recherche vise à analyser la croissance des exportations et la transformation structurelle du Maroc, glanant des enseignements afin de contribuer à l'accélération de la croissance future. Il montre que la composition des exportations du Maroc a légèrement changé depuis la fin des années 80, et que le degré général de

sophistication des produits exportés a stagné. Parallèlement, le Maroc a développé un biais anti-exportation non négligeable. L'indice de restriction commerciale OTRI montre que la politique commerciale du Maroc est l'une des plus restrictives au monde et pénalise ainsi l'évolution du niveau du PIB par habitant. Cette tendance protectionniste est liée non seulement aux mesures tarifaires, mais aussi aux mesures non tarifaires MNT et aux politiques économiques connexes (politique de change, politique fiscale...). Cet aspect est illustré par la théorie du Syndrôme hollandais qui, en tant que tel, souligne l'insuffisance, voire le risque d'appuyer essentiellement le développement économique d'un pays sur les rentes ou sur le développement du secteur des ressources naturelles sans pour autant lui associer une diversification aboutie du système de production. C'est en agissant au niveau de l'entité économique, par l'innovation, la diversification et la sophistication de l'appareil de production que des bénéfices pourront rejaillir au niveau de l'économie marocaine dans son ensemble.

Ainsi, cet projet de recherche montre que le Maroc ne peut pas développer l'augmentation ou l'amélioration de ses exportations actuelles pour stimuler sa croissance : la découverte de nouveaux secteurs d'exportation est indispensable. La bonne nouvelle est que le Maroc est bien placé dans les nouveaux secteurs de « proximité » (dont le sens est expliqué par la théorie de l'espace produit). Les données sur le commerce international sont utilisées pour identifier les secteurs qui sont les plus proches de la structure de production actuelle tout en atteignant des prix élevés et en ouvrant de nouvelles perspectives pour faire avancer la transformation structurelle du pays.

Aussi, la finalité de ce projet de recherche sera d'analyser les blocages et les opportunités développementales du Maroc en utilisant les techniques de la modélisation économique. Pour cette raison, nous étudierons l'impact de la diversification et de la sophistication des exportations sur la croissance économique du Maroc ainsi que leur rôle dans le renforcement de la structure de la production nationale. L'utilisation d'un cadre de ce genre nécessite l'étude même des effets indirects éventuels entre les variables explicatives choisies. Pour cela, nous recourrons à un modèle vectoriel de séries temporelles pour analyser les effets de

chocs entre les variables retenues. Deux types de spécification seront mis en œuvre : un modèle VAR stationnaire qui permettra d'analyser la causalité entre les variables et un modèle VECM pour l'analyse des relations à long terme.

En somme, l'émergence tant attendue de l'économie marocaine est conditionnée par le développement du commerce extérieur et la transformation structurelle productive du panier d'exportation existant. Ce type de transition s'appuie sur le passage d'un modèle de croissance fort dépendant de la demande intérieure vers un autre modèle tiré principalement par la demande mondiale. Cet objectif permet non seulement de réduire le coût des facteurs de production et d'accroître la capacité des producteurs nationaux, mais aussi d'intégrer des marchés plus larges et d'améliorer la quantité et la qualité des produits exportés.